

Réunion SIP du 28 novembre présidée par M. Parini

Le Directeur général sourd aux exigences des organisations syndicales !

Le 28 novembre le Directeur général M. Parini souhaitait clôturer le cycle de discussions sur les SIP, notamment sur deux points, à ses yeux importants : le calendrier de mise en place des SIP pour les trois prochaines années et les modalités de désignation des chefs de SIP.

Les organisations syndicales dans la suite de leurs interventions de la veille, qui ont conduit à l'interruption du groupe de travail SIP, ont réitéré devant le Directeur général leurs exigences dans une démarche convergente et unitaire.

Celles-ci portaient sur :

- ✓ Le niveau et la structure des emplois à la DGFIP ;
- ✓ Un bilan des SIP préfigurateurs avant toute mise en place des SIP ;
- ✓ Une synthèse des débats et des propositions de l'administration pour chaque groupe de travail ;
- ✓ Le desserrement du calendrier de mise en place de la réforme ;
- ✓ La suspension de toutes réunions des organismes paritaires locaux – CTP et CAPL ;
- ✓ Le respect d'un dialogue social de qualité ;
- ✓ Le refus que la réunion du 28 novembre soit conclusive sur les SIP.

Dans sa réponse aux organisations syndicales, le Directeur général a fait preuve de provocation à leur égard et n'a apporté aucune réponse satisfaisante aux exigences portées.

Il a de plus confirmé sa volonté de poursuivre la mise en œuvre de la réforme dans le calendrier initial, se contentant de repousser d'un mois la mise en place officielle des 32 SIP devant être créés au 1^{er} janvier 2009, en précisant même que techniquement il n'en voyait pas la raison.

Croyait-il qu'un tel « cadeau » pourrait satisfaire les organisations syndicales au vu des enjeux posés pour les missions et les conditions de travail des personnels ?

Dans la même veine, le Directeur général, sans jamais l'avoir communiqué aux organisations syndicales, a estimé que le bilan des sites préfigurateurs était positif et permettait le respect de son calendrier !!

Ultime provocation sur la question de l'emploi, le Directeur général renvoie les organisations syndicales au futur CTPC du 15 décembre sur les suppressions d'emploi !!

Après une suspension de séance, toutes les organisations syndicales de la DGFIP ont décidé de quitter la réunion, exigeant que le Directeur général apporte de nouvelles réponses avant toute reprise du dialogue social national.

La CGT qui a œuvré à la réalisation de l'unité, va s'attacher à créer les conditions de l'intervention et de l'action des personnels, afin que la réforme décidée par Eric Woerth, déjà dangereuse en soi pour le Service public et la vie au travail des agents, ne se réalise pas dans des conditions encore plus désastreuses.

Les syndicats de la DGFIP se réunissent lundi 1^{er} décembre. La CGT y défendra la nécessité de la construction d'un processus d'action unitaire pour les semaines à venir.

La CGT appelle dès maintenant à intervenir localement, dans l'unité, pour porter les revendications des agents et refuser la tenue des réunions paritaires locales de mise en œuvre des SIP.